



COLLECTIF CITOYEN POUR L'AGROECOLOGIE (CCAÉ)

TERMES DE REFERENCES MARCHE CONTRE LES OGM

OUAGADOUGOU LE 2 JUIN 2018

1- Contexte Justification

Le Collectif Citoyen pour l'Agroécologie (CCAÉ) est un regroupement de Citoyens, d'associations nationales, et d'ONG nationales et internationales partageant en commun la vision de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Il est né à la faveur de la marche contre Monsanto et les OGM le 23 mai 2015 qui a connu un succès éclatant à Ouagadougou et qui fut largement relayé par les médias au Burkina Faso et à travers le monde.

Pays subissant une véritable agression transgénique, le Burkina Faso est, depuis le début des années 2000, le pays d'entrée choisi par Monsanto dans sa stratégie de conquête OGM du continent africain. En effet, quand le Burkina Faso autorisait l'expérimentation du coton Bt en 2003 dans le plus grand des secrets, en violation de la convention sur la diversité biologique de 1992 et du protocole de Carthagène sur la biosécurité de 2000, le taux de rendement était évalué en hausse, soit une augmentation de 30% l'hectare. Sauf que cette augmentation reste largement inférieure selon les constats sur le terrain dès 2009-2013, avec des chiffres qui varient entre 14.5% et 19.7%. Et pire, le coton Burkinabè connaît dans sa majeure partie un raccourcissement de la fibre avec pour conséquence la perte du "label coton Burkinabè". Toutes ces conséquences ont permis une catastrophe commerciale sur le marché international (perte économique cumulée d'environ 48.3 milliards de FCFA) qui représente un manque à gagner d'environ 24.000 FCFA/ha chez les producteurs.

En plus de la première marche organisée en 2015 contre les OGM par la société civile notamment le CCAÉ qui a permis de lancer le débat sur les OGM, et du constat amer indiqué plus haut ; les premiers responsables de la filière coton ont décidé d'abandonner momentanément la culture du coton génétiquement modifié et de se lancer au coton conventionnel.

Les récentes actualités constatées sur le retour des OGM au Burkina Faso sont plutôt alarmantes. Au niveau international, on remarque une multiplication de nouveaux OGM. L'union européenne a une fois de plus autorisée l'usage du glyphosate. En Afrique un projet de règlement UEMOA/CEDEAO./UA sur la biotechnologie est en gestation. L'adoption de ce projet de règlement engendra la libre circulation des cultures OGM dans les pays africains signataires.

Au Burkina Faso, nous assistons à des velléités de retour du coton GM tandis que jusqu'à présent, aucune étude d'impact sanitaire, environnementale et sociale de la culture lamentablement échoué du coton bt n'a été faite. En plus de cela, le niébé est en station de recherche confinée et son introduction en plein champ est probable dans les années à venir. Il y a également des croisements de moustiques GM actuellement à l'IRSS de Bobo-Dioulasso et des lâchés test dans des villages sont prévues pour les mois à venir. Nous ne pouvons accepter cette future intoxication de notre vie, et c'est pourquoi le CCAE décide de poursuivre ses actions de luttes et de plaidoyers.

En vue de dénoncer ces pratiques, saisir l'opinion publique sur les dangers liés à ces expérimentations, partager les valeurs agro-écologiques et susciter une prise de conscience pour une agriculture durable respectueuse de nos réalités socio-culturelles, véritable gage pour une souveraineté alimentaire, le Collectif Citoyen pour l'Agroécologie a décidé d'organiser une **seconde marche contre les OGM**. Cette marche qui s'inscrit dans un contexte mondial aura lieu à Ouagadougou le **2 juin 2018**.

Conscient des problématiques logistiques et financières pour l'organisation d'une marche à Ouagadougou, le CCAE souhaite lancer un appel à soutien financier pour une bonne réussite de cette Marche. Ce qui justifie l'élaboration du présent document qui fait état des actions à réaliser avant et pendant la marche.

2- Objectif général

L'objectif à atteindre pour cette marche contre les OGM est, dans un premier temps, d'informer et de sensibiliser l'opinion publique sur les expérimentations en cours sur les OGM et de les dénoncer, et dans un second temps, interpellier les autorités politiques afin d'avoir une suite sur le mémorandum remis lors de la marche du 23 mai 2015.